

Arrêté établissant une liste d'aptitude d'accès au grade d'ingénieur territorial au titre de la promotion interne – session 2025

Le Président,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 264-2, L. 523-1 et L. 523-3 à L. 523-6 ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 21 et 31 ;
Vu le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et notamment ses articles 7 (2° et 3°), 10, 11 et 12 ;
Vu l'arrêté CDG68 n° 2021/G-72 du 28 juin 2021 établissant les lignes directrices de gestion relatives à la promotion interne pour les années 2021 à 2026 et applicables aux collectivités territoriales et établissements publics affiliés ;
Vu l'arrêté CDG68 n° 2025/G-69 du 12 juin 2025 relatif à l'ouverture de la promotion interne (session 2025) ;
Vu l'avis rendu le 21 novembre 2025 par le collège des représentants des employeurs des collectivités affiliées ;

Considérant que la proportion de nominations susceptibles d'être prononcées est fixée à raison d'un recrutement pour deux recrutements ;

Considérant les 12 nominations intervenues au sein du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;

Considérant que l'application de cette règle permet l'ouverture de 6 postes au grade d'ingénieur territorial au titre de la promotion interne – session 2025 ;

Arrête

Article 1^{er} : À compter du 1^{er} décembre 2025, sont inscrits sur la liste d'aptitude d'accès au grade d'ingénieur territorial, établie au titre de la promotion interne – session 2025 :

CONTE Ludovic né le 25/09/1970 à THIONVILLE
EHRET Grégory né le 17/04/1984 à MULHOUSE
FLORANGE David né le 15/06/1969 à STRASBOURG
HENGY Régis né le 29/04/1980 à MULHOUSE
SCHAFFHAUSER Christel née ENTZ le 09/02/1973 à MULHOUSE
SEILER Guillaume né le 31/07/1976 à MULHOUSE

Article 2 : Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet arrêté et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

- Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera :
- notifiée au Représentant de l'État ;
 - publié au Recueil des Actes Administratifs (RAA) du département du Haut-Rhin ;
 - affiché sur le site internet du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 27 novembre 2025

(signé)

Lucien MULLER
Président du Centre de Gestion du Haut-Rhin
Maire de Wettolsheim